II

(Actes non législatifs)

RÈGLEMENTS

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/1135 DE LA COMMISSION

du 9 juillet 2021

fixant, pour 2021, des plafonds budgétaires applicables à certains régimes de soutien direct prévus par le règlement (UE) nº 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) nº 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) nº 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) nº 73/2009 du Conseil ([1]), et notamment son article 22, paragraphe 1, son article 36, paragraphe 4, son article 42, paragraphe 2, son article 47, paragraphe 3, son article 49, paragraphe 2, son article 51, paragraphe 4, et son article 53, paragraphe 7,

considérant ce qui suit:

(1) Pour chaque État membre appliquant le régime de paiement de base prévu au titre III, chapitre 1, du règlement (UE) nº 1307/2013, le plafond national annuel visé à l'article 22, paragraphe 1, dudit règlement pour l'année 2021 doit être fixé par la Commission en déduisant du plafond national annuel établi à l'annexe II dudit règlement les plafonds fixés conformément aux articles 42, 47, 49, 51 et 53 de ce règlement. Conformément à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013, toutes les augmentations appliquées par les États membres en vertu de cette disposition doivent être prises en compte.

(2) Pour chaque État membre appliquant le régime de paiement unique à la surface prévu au titre III, chapitre 1, du règlement (UE) nº 1307/2013, le plafond national annuel visé à l'article 36, paragraphe 4, dudit règlement pour l'année 2021 doit être fixé par la Commission en déduisant du plafond national annuel établi à l'annexe II dudit règlement les plafonds fixés conformément aux articles 42, 47, 49, 51 et 53 de ce règlement. Conformément à l'article 36, paragraphe 4, deuxième alinéa, dudit règlement, lors de la fixation du plafond national annuel pour le régime de paiement unique à la surface, toutes les augmentations appliquées par les États membres en vertu de cette disposition doivent être prises en compte par la Commission.

(3) Pour chaque État membre octroyant le paiement redistributif prévu au titre III, chapitre 2, du règlement (UE) nº 1307/2013, le plafond national annuel visé à l'article 42, paragraphe 2, dudit règlement pour l'année 2021 doit être fixé par la Commission sur la base du pourcentage notifié par l'État membre concerné conformément à l'article 42, paragraphe 1, de ce règlement.

(4) En ce qui concerne le paiement pour les pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement prévu au titre III, chapitre 3, du règlement (UE) nº 1307/2013 pour l'année 2021, les plafonds nationaux annuels visés à l'article 47, paragraphe 3, dudit règlement pour l'année 2021 doivent être calculés conformément à l'article 47, paragraphe 1, dudit règlement et s'élèvent à 30 % du plafond national de l'État membre concerné, comme énoncé à l'annexe II de ce règlement.

([1]) JO L 347 du 20.12.2013, p. 608.

(5) Pour les États membres qui octroient le paiement pour les zones soumises à des contraintes naturelles prévu au titre III, chapitre 4, du règlement (UE) nº 1307/2013, les plafonds nationaux annuels visés à l'article 49, paragraphe 2, dudit règlement pour l'année 2021 doivent être fixés par la Commission sur la base du pourcentage notifié par les États membres concernés conformément à l'article 49, paragraphe 1, de ce règlement.

(6) En ce qui concerne le paiement en faveur des jeunes agriculteurs prévu au titre III, chapitre 5, du règlement (UE) nº 1307/2013, les plafonds nationaux annuels visés à l'article 51, paragraphe 4, dudit règlement pour l'année 2021 doivent être fixés par la Commission sur la base du pourcentage notifié par les États membres conformément à l'article 51, paragraphe 1, de ce règlement et ne peuvent être supérieurs à 2 % du plafond annuel établi à l'annexe II de ce règlement.

(7) Lorsque le montant total du paiement en faveur des jeunes agriculteurs demandé pour l'année 2021 dans un État membre dépasse le plafond fixé conformément à l'article 51, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013 pour cet État membre, la différence doit être financée par l'État membre conformément à l'article 51, paragraphe 2, dudit règlement, tout en respectant le montant maximal fixé à l'article 51, paragraphe 1, de ce règlement. Pour des raisons de clarté, il y a lieu de fixer ce montant maximal pour chaque État membre.

(8) Pour chaque État membre accordant le soutien couplé facultatif prévu au titre IV, chapitre 1, du règlement (UE) nº 1307/2013 pour l'année 2021, les plafonds nationaux annuels visés à l'article 53, paragraphe 7, dudit règlement pour l'année 2021 doivent être fixés par la Commission sur la base du pourcentage notifié par l'État membre concerné conformément à l'article 54, paragraphe 1, de ce règlement.

(9) En ce qui concerne l'année 2021, la mise en œuvre des régimes de soutien direct prévus par le règlement (UE) nº 1307/2013 a débuté le 1er janvier 2021. Par souci de cohérence entre l'applicabilité de ce règlement pour l'année de demande 2021 et l'applicabilité des plafonds budgétaires correspondants, il convient que le présent règlement s'applique à partir de la même date.

(10) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité des paiements directs,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2021 applicables au régime de paiement de base visé à l'article 22, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point I de l'annexe du présent règlement.

2. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2021 applicables au régime de paiement unique à la surface visé à l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point II de l'annexe du présent règlement.

3. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2021 applicables au paiement redistributif visé à l'article 42, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point III de l'annexe du présent règlement.

4. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2021 applicables au paiement pour les pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement visé à l'article 47, paragraphe 3, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point IV de l'annexe du présent règlement.

5. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2021 applicables au paiement pour les zones soumises à des contraintes naturelles visé à l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point V de l'annexe du présent règlement.

6. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2021 applicables au paiement en faveur des jeunes agriculteurs visé à l'article 51, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point VI de l'annexe du présent règlement.

7. Les montants maximaux pour l'année 2021 applicables au paiement en faveur des jeunes agriculteurs visé à l'article 51, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point VII de l'annexe du présent règlement.

8. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2021 applicables au soutien couplé facultatif visé à l'article 53, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 1307/2013 sont fixés au point VIII de l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 1er janvier 2021.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

ANNEXE

I. **Plafonds nationaux annuels applicables au régime de paiement de base prévus à l'article 22, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2021
Belgique	220 516
Danemark	510 443
Allemagne	2 881 039
Irlande	814 613
Grèce	1 068 840
Espagne	2 791 396
France	3 025 957
Croatie	164 601
Italie	2 074 792
Luxembourg	22 741
Malte	650
Pays-Bas	460 278
Autriche	458 384
Portugal	288 469
Slovénie	72 302
Finlande	258 372
Suède	391 520

II. **Plafonds nationaux annuels applicables au régime de paiement de base prévus à l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2021
Bulgarie	376 265
Tchéquie	464 763
Estonie	125 439
Chypre	29 400
Lettonie	168 899
Lituanie	220 860
Hongrie	712 920
Pologne	1 535 543
Roumanie	935 992
Slovaquie	216 589

III. **Plafonds nationaux annuels applicables au paiement redistributif prévu à l'article 42, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2021
Belgique	45 157
Bulgarie	55 362
Allemagne	323 453
France	673 644
Croatie	36 497
Lituanie	85 495
Pologne	278 884
Portugal	55 302
Roumanie	104 163
Slovaquie	11 100

IV. **Plafonds nationaux annuels applicables au paiement pour les pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement prévus à l'article 47, paragraphe 3, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2021
Belgique	148 478
Bulgarie	236 588
Tchéquie	254 432
Danemark	240 600
Allemagne	1 386 226
Estonie	57 215
Irlande	355 885
Grèce	539 123
Espagne	1 440 177
France	2 020 932
Croatie	109 490
Italie	1 088 559
Chypre	14 294
Lettonie	94 217
Lituanie	170 990
Luxembourg	10 030
Hongrie	391 715
Malte	1 573

Pays-Bas	198 415
Autriche	203 275
Pologne	1 008 015
Portugal	204 262
Roumanie	567 542
Slovénie	39 459
Slovaquie	125 125
Finlande	154 714
Suède	205 703

V. **Plafonds nationaux annuels applicables au paiement pour les zones soumises à des contraintes naturelles prévus à l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2021
Danemark	2 857
Slovénie	2 078

VI. **Plafonds nationaux annuels applicables au paiement en faveur des jeunes agriculteurs prévus à l'article 51, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2021
Belgique	9 367
Bulgarie	2 117
Tchéquie	1 696
Danemark	15 238
Allemagne	46 208
Estonie	1 240
Irlande	23 726
Grèce	35 942
Espagne	96 012
France	67 364
Croatie	7 299
Italie	72 571
Chypre	476
Lettonie	3 831
Lituanie	7 125
Luxembourg	501

Hongrie	5 223
Malte	21
Pays-Bas	13 228
Autriche	13 552
Pologne	33 600
Portugal	13 617
Roumanie	21 091
Slovénie	1 973
Slovaquie	1 706
Finlande	5 157
Suède	13 714

VII. **Montants maximaux applicables au paiement en faveur des jeunes agriculteurs prévus à l'article 51, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2021
Belgique	9 899
Bulgarie	15 773
Tchéquie	16 962
Danemark	16 040
Allemagne	92 415
Estonie	3 814
Irlande	23 726
Grèce	35 942
Espagne	96 012
France	134 729
Croatie	7 299
Italie	72 571
Chypre	953
Lettonie	6 281
Lituanie	11 399
Luxembourg	669
Hongrie	26 114
Malte	105
Pays-Bas	13 228
Autriche	13 552
Pologne	67 201

Portugal	13 617
Roumanie	37 836
Slovénie	2 631
Slovaquie	8 342
Finlande	10 314
Suède	13 714

VIII. **Plafonds nationaux annuels applicables au soutien couplé facultatif prévus à l'article 53, paragraphe 7, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2021
Belgique	81 801
Bulgarie	118 294
Tchéquie	127 216
Danemark	32 863
Estonie	6 821
Irlande	3 000
Grèce	178 331
Espagne	573 817
France	1 010 466
Croatie	54 745
Italie	468 806
Chypre	3 812
Lettonie	47 108
Lituanie	85 495
Luxembourg	160
Hongrie	195 857
Malte	3 000
Pays-Bas	3 350
Autriche	14 229
Pologne	504 007
Portugal	133 521
Roumanie	272 554
Slovénie	17 099
Slovaquie	62 562
Finlande	101 080
Suède	89 138